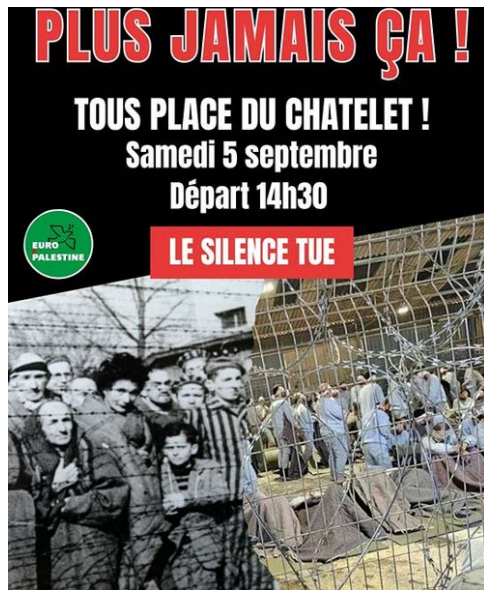


LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 septembre 2026



Sémantique. Ceux qui gouvernent, plus ils sont médiocres, plus ils sont autoritaires.

Kakistocratie : La kakistocratie (ou cacocratie) désigne un système de gouvernement ou une organisation (entreprise, institution) dirigé par les personnes les moins qualifiées, les plus incompetentes ou les plus médiocres.

Un État où la démagogie, le clientélisme ou la corruption priment sur la compétence et l'intérêt général.

Totalitarisme. France. C'est ce régime qu'il faudrait censurer, renverser !

"Ça devrait être impossible" : malgré leur interdiction, des médias russes comme RT France restent facilement accessibles sur internet - franceinfo.fr 3 septembre 2026

J-C - Pour accéder à RT : <https://francais.rt.com> ; à Sputnik : <https://fr.sputniknews.africa>

Commentaires d'internautes :

1- On est en démocratie. Il appartient à chacun de regarder les émissions qu'il veut.

Que RT, i24 ou que sais-je soient accessibles sur le net, personne ne peut les censurer.

Ce ne concerne que ceux qui veulent les regarder.

2- Je rappelle que cette interdiction a été prise sans aucune décision de justice et sans aucune preuve. Moi je trouvais que cette chaîne était relativement neutre pourtant. Mais surtout elle donnait des informations sur la France que les médias mainstream ne donnent pas.

3- Au nom de quoi l'administration et autres Arcom peut-elle empêcher un citoyen français d'écouter une information qui ne correspond pas au récit voulu par les autorités ? Au citoyen de se faire son opinion. Mais non, on est en plein dans le roman de George Orwell, 1984. Tout est conditionné et réglementé en France !

4- Mais puisque le narratif russe est une imposture : il n'y aurait qu'à argumenter pour en démontrer le côté fallacieux aux yeux de tous, non?

Un exercice pour son esprit critique...

5- Nos démocraties ont perdu toute confiance dans le fait de convaincre par le débat. Cela donne une idée de la chute vertigineuse de nos idées.

Réduit à l'interdiction comme dans n'importe quelle république bananière ou dictature.

6- La censure est une pratique non démocratique, c'est de l'arbitraire digne de pays totalitaires.

7- J'ai un peu de mal à comprendre cette censure.

Genre ce média à une capacité de séduction supérieure à la moyenne ?

Les lecteurs et spectateurs sont incapables de la moindre analyse et gobent tout?

Il ne me semble pas, et si c'est le cas, alors il n'y a pas que RT qui est un problème pour ces gens.

8- Depuis le COVID l'état français use et abuse de la censure. Toutes les voix différentes de la pensée unique peuvent être interdites sur internet. Au lieu de faire un travail d'explication, d'argumentation et de conviction des idées, il est plus facile d'interdire par lettre de cachet sans procès équitable, ni défense, ni appel.

En famille, et ça pue ! Une histoire entre clébards.

"On se renifle": François Ruffin et Dominique de Villepin ouvrent la porte à un rapprochement politique - BFMTV 3 septembre 2026

François Ruffin et Dominique de Villepin *"se reniflent"*. C'est en tout cas ce qu'a déclaré le premier ce mercredi 2 septembre lors du Débat Libé 2027 diffusé en direct sur BFM2 et l'application BFM. Les deux hommes répondaient alors à la question : *"pourriez-vous travailler l'un avec l'autre?"*.

"Oui et je m'entraîne tous les jours, a affirmé Dominique de Villepin. Je ne revêt pas mon petit tutu rose pour m'entraîner à la barre et me préparer à faire le grand écart, mais je crois qu'il n'y a pas de politique sans capacité à réconcilier".

François Ruffin s'est montré moins affirmatif tout en restant ouvert. *"Je ne sais pas si on peut déjà préparer le Pacs mais disons qu'on se renifle. Il y a je pense à la fois un diagnostic partagé et un horizon qui a des points communs."*

Il estime notamment rejoindre Dominique de Villepin sur *"les défis que la France a à affronter"*.

J-C – On n'en doutera pas !

Cocorico, le chant du cygne gaulois !

La France emprunte à 4,27% sur 10 ans, un record depuis 2008 - RT 2 sept. 2026

Ce mercredi 2 septembre, le rendement de l'obligation française à 10 ans a franchi un nouveau seuil symbolique en s'établissant à 4,27 %. Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré depuis la crise financière de 2008. Paris se retrouve ainsi isolée au sein de la zone euro, où les investisseurs la jugent désormais plus risquée que la Grèce, dont le taux s'élève à 4,07 %.

Fin juin, le ministre de l'Économie Roland Lescure estimait déjà que les intérêts devaient atteindre 64 milliards d'euros en 2026. Avec le passage au-dessus des 4 %, cette facture devrait encore grimper dans un contexte de baisse des prévisions de croissance dans le pays.

Les conséquences se font déjà sentir auprès des ménages : selon le courtier Cafpi, les taux moyens des crédits immobiliers ont progressé en août, atteignant 3,23 % sur 15 ans, 3,43 % sur 20 ans et 3,53 % sur 25 ans. RT 2 sept. 2026

Venezuela.

J-C - En famille. Delcy Rodriguez, la Présidente par intérim du Venezuela, a tenu à remercier Trump qui œuvrerait au « *bien-être* » du peuple vénézuélien, vous y croyez vous ?

Le Venezuela signe des accords énergétiques avec des multinationales, sous les auspices des Etats-Unis - AFP 3 septembre 2026

Le Venezuela a signé mercredi de nouveaux accords avec les compagnies pétrolières Chevron et Eni pour étendre leurs opérations dans le pays, ainsi qu'avec GE Vernova pour redresser l'industrie électrique, sous les auspices du ministre américain de l'Energie.

La compagnie américaine Chevron, partenaire pétrolier historique du Venezuela, obtient de nouveaux gisements et escompte de plus que doubler la production de ses trois sociétés communes par rapport à 2026, à environ 600.000 barils par jour, en l'espace de cinq ans.

L'italienne Eni a de son côté décroché auprès de Caracas le rôle d'opérateur exclusif du gigantesque gisement pétrolier de Junin 5, dans la ceinture de l'Orénoque.

Le gouvernement vénézuélien a également signé des accords avec l'entreprise américaine GE Vernova - qui rassemble les anciennes activités liées à l'énergie du conglomérat General Electric - pour la réparation d'une grande partie du réseau électrique du pays caribéen.

Ainsi qu'un accord avec l'entreprise vénézuélienne Primavera pour l'exploitation de deux champs de pétrole.

Indépendamment des contrats industriels, Caracas et Washington ont conclu un accord bilatéral, annoncé par Donald Trump le 28 août, qui doit voir les Etats-Unis prendre le contrôle majoritaire de plus de 65 milliards de barils des réserves du pays.

La présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez, au pouvoir depuis la capture en janvier de Nicolas Maduro par les forces américaines, a tenu mercredi à remercier le locataire de la Maison Blanche, assurant que cet accord apportera du "*bien-être*" au pays.

La production de pétrole "*sera bien supérieure à deux millions de barils par jour d'ici la fin de la décennie*", a affirmé Chris Wright sur CNBC, rappelant qu'elle était légèrement inférieure à un million en début d'année.

L'accord entre Washington et Caracas prévoit une prise de participation de 35% dans North American Blue Energy Partners, deuxième plus importante société pétrolière privée du Venezuela, d'après des éléments fournis par la Maison Blanche.

En échange, cette entreprise accordera à Washington la possibilité d'acheter à prix coûtant 20% de sa production, qui sera ensuite traitée dans des raffineries aux Etats-Unis spécifiquement conçues pour ce pétrole visqueux.

L'accord a reçu le soutien de l'Assemblée nationale et de l'armée vénézuélienne.

Delcy Rodriguez a assuré que son pays conserverait sa souveraineté sur les champs pétroliers exploités par les Etats-Unis.

Sur le plan politique, Donald Trump a estimé mercredi que le Venezuela n'était "*pas encore prêt*" pour organiser des élections, près de neuf mois après l'intervention américaine.

"Il y aura un processus électoral, mais seulement quand le Venezuela sera prêt", a pour sa part affirmé Mme Rodriguez.

Le pouvoir et l'opposition vénézuélienne ont tenu en août leur premier cycle de dialogue, voulu par Washington, en vue d'une transition politique.

Une nouvelle série de pourparlers se déroulera dans une dizaine de jours, a affirmé mercredi sur Fox News le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio.

J-C - Delcy Rodriguez fait très bien le boulot que les Américains demanderaient de faire à l'opposition d'extrême droite, alors pourquoi changer une équipe qui gagne ?

Génocide et nettoyage ethnique.

Israël prêt à déplacer les Palestiniens hors de la bande de Gaza, selon son ministre de la Défense - Le Nouvel Obs 2 septembre 2026

Israël est prêt à déplacer les habitants de Gaza hors du territoire ravagé par la guerre si les Etats-Unis donnent leur feu vert, a déclaré ce mercredi 2 septembre son ministre de la Défense, Israël Katz, évoquant des transferts « *par la mer et par les airs* ».

« *En définitive, il n'existe pas de véritable solution pour Gaza sans cette migration* » de sa population, a déclaré le ministre Israël Katz lors d'une conférence organisée par le site d'information israélien Ynet.

L'an dernier, le président américain Donald Trump avait proposé de « faire le ménage » en transférant les quelque deux millions d'habitants de Gaza vers des pays comme l'Egypte et la Jordanie, avant de rétro pédaler face au tollé.

Selon Israël Katz, Donald Trump « n'a pas renoncé à son idée, il l'a seulement suspendue » face à la pression de pays arabes. « *Mais le plan n'est pas remisé, il fait l'objet de discussions en permanence, même en ce moment* », a assuré le ministre israélien. Sans dire d'où il tenait ce chiffre, Israël Katz a aussi assuré que « *80% (des Gazaouis) veulent partir* », mais que le Hamas « *les en empêche* ». Le gouvernement israélien est « *organisé, et prêt à les faire sortir par la mer, par les airs, par toutes les voies possibles* », a-t-il ajouté.

« *Mais pour que cela se produise, nous avons besoin des Etats-Unis. Quand donneront-ils leur accord ? Lorsqu'il deviendra clair que le Hamas ne remplit pas ses obligations* » dans le cadre des négociations autour du plan de paix défendu par les Etats-Unis, a-t-il poursuivi. Israël Katz défend depuis plusieurs mois une telle mesure présentée comme une émigration volontaire des habitants de la bande de Gaza. Son collègue Bezalel Smotrich, ministre des Finances issu d'un parti d'extrême droite, a même proposé en février d'élargir cette mesure aux Palestiniens de Cisjordanie.

Niger.

Tentative de coup d'État au Niger : un vaste complot de l'Impérial-Terrorisme contre la souveraineté africaine - RT 2 sept. 2026

C'est avec stupeur et consternation que la capitale de la République du Niger, Niamey, a une fois de plus été réveillée dès 1h du matin le samedi 29 août 2026 par une brutale attaque armée, faisant tonner des armes lourdes à plusieurs points stratégiques : la base militaire aérienne 101 qui jouxte l'aéroport Président Hamani Diori de Niamey et héberge d'ailleurs le détachement de l'Africa Corps de la Fédération de Russie, la zone du Palais présidentiel de Niamey et la Radiotélévision Nigérienne RTN dont l'antenne était convoitée par les assaillants pour transmettre leur narratif sur les ondes nationales et internationales. Les différents témoignages des événements, donnés tant par les observateurs intérieurs qu'extérieurs, penchaient d'abord pour l'hypothèse d'une attaque terroriste en bonne et due forme. Dans cette logique, il n'y avait aucun doute que les Forces armées nigériennes et leurs alliés de l'Africa Corps Russe l'emporteraient sur les mercenaires de l'impérialisme, comme lors des attaques précédentes.

Mais la surprise de l'événement viendra justement quand les autorités nigériennes, la population de la capitale, les militaires loyaux de l'armée nigérienne eux-mêmes et l'opinion africaine vont découvrir le pot aux roses : ce ne sont pas les mercenaires d'Al Qaïda et de l'EI qui attaquent Niamey cette nuit du 28-29 août, mais bien plutôt une unité spéciale de l'armée nigérienne, le BSR-COS. Incroyable retournement de situation, c'est une bataille militaire nigéro-nigérienne qui avait désormais lieu au cœur de la capitale du pays. Elle a heureusement été remportée par les forces loyales au CNSP du Niger, avec l'appui décisif, on le sait depuis lors, de l'Africa Corps russe. La mutinerie a été circonscrite et matée. Ce n'est que justice. Le Niger a été mis à l'abri de cette énième aventure du fanatisme, de l'ignorance et de l'ambition. Mais le questionnement persiste : comment comprendre qu'au moment où le Niger affronte les pires entités hostiles à la souveraineté, à la paix et à la prospérité des populations africaines contemporaines, des militaires nigériens retournent les armes de leur patrie contre leurs propres frères d'armes, courant ainsi le risque de livrer le pays au chaos et à la prédation de l'ensemble de ses ennemis jurés ? C'est le calme et la pédagogie des autorités nigériennes, à la tête desquelles le président et général d'armée Abdourahamane Tiani, qui nous permettront d'entrer dans l'économie de cette situation inédite depuis l'arrivée au pouvoir du CNSP le 26 juillet 2023 au Niger.

En effet, hier 1er septembre 2026, les autorités nigériennes, qui poursuivent les enquêtes permettant de situer toutes les responsabilités dans cette aventure méphistophélique, ont délivré sur la Radiotélévision Nigérienne RTN, le témoignage détaillé et décisif d'un officier supérieur demeuré loyal à son pays, le capitaine Roger Gabriel, 32 ans, du 1er Bataillon Parachutiste de Niamey. Les révélations de cet officier, basées sur des contacts et conversations téléphoniques incontestables consignés dans ses appareils téléphoniques, permettent de reconstituer en réalité un vaste complot de l'Impérial-Terrorisme contre la souveraineté du Niger et de l'Alliance des États du Sahel (AES). D'abord, les révélations du capitaine Roger Gabriel attestent que l'affrontement de Niamey a principalement eu lieu entre la Garde Présidentielle fidèle aux institutions républicaines du Niger et le BSR-COS entré en rébellion contre la République. Les visages de la rébellion sont amplement cités par le capitaine Roger Gabriel : le capitaine Kader, le capitaine Nasser, le capitaine Abdulfattah et le commandant Mayaki, le colonel Seydina, Zazia et Saliou de la famille Bazoum voient leurs rôles patiemment égrenés.

On découvre ensuite que l'opération séditeuse du BSR-COS a bénéficié de soutiens extérieurs massifs : la France de Macron à travers ses forces spéciales stationnées au Tchad, au Bénin et en Côte d'Ivoire, est amplement évoquée dans cette tentative de reprendre la main sur l'uranium du

Niger qui lui manque à la folie ; le Tchad du maréchal Mahamat Idriss Déby Itno est abondamment évoqué à travers les communications directes du chef d'État major de l'Armée de l'Air le général Amir Amine, le colonel Hassan Adoum, qui ont ouvertement évoqué l'implication associée des armées tchadienne et française en soutien aux mutins ; le Bénin du président Kossi Mbueke Romuald Wadagni est cité qui a tenu une cellule de crise en urgence à Cotonou pour appuyer l'attaque de Niamey avec le soutien de Paris et d'Abidjan ; le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara, valet attitré de la Françafrique n'a pas manqué de s'impliquer fortement dans cette énième déstabilisation contre le Niger, lui qui envisageait déjà dès le mois de juillet 2023 de l'attaquer pour sauver le régime néocolonial de Mohamed Bazoum.

Loin d'être donc seulement un mouvement d'humeur d'une unité de l'armée nigérienne contre sa hiérarchie, cette opération heureusement manquée des 28-29 août 2026 s'avère un nouveau complot pour repositionner la domination française sur l'immense territoire riche du Niger.

Que faut-il dès lors en espérer ? Que les tribunaux civils et militaires nigériens fassent sérieusement leur travail en condamnant sévèrement les traîtres militaires du BSR-COS qui ont terni l'image de marque révolutionnaire des Forces armées nigériennes en tentant de ramener le pays sous les fourches caudines du néocolonialisme français.

Que les autorités nigériennes et l'Alliance des États du Sahel tirent toutes les conséquences diplomatiques, mais aussi judiciaires et géostratégiques de l'implication des dirigeants béninois, tchadien, français et ivoirien dans cette énième tentative de déstabilisation.

Que le peuple nigérien et l'ensemble des peuples africains en lutte resserrent leurs rangs autour des gouvernements panafricanistes du Sahel Central, véritables pionniers de l'émancipation africaine de ce temps.

Que les alliances construites dans le socle du monde multipolaire comme l'alliance russo-sahélienne continuent à renforcer l'armature de sécurité de la révolution sahélienne, car comme l'a si bien rappelé le président burkinabé Ibrahim Traoré, nous sommes bel et bien à l'époque de l'hiver noir, celle de la lutte permanente pour la souveraineté réelle de l'Afrique.

L'Afrique des libertés, unie comme un seul homme, se tient aux côtés du Niger et de son chef éclairé, le président Abdourahamane Tiani, président de la République, se tient aux côtés de l'AES, pour juguler ces velléités de trahison africaine et de retour de la réaction néocoloniale française, qui veulent retarder l'avènement d'un Sahel central entièrement souverain, libre et prospère. RT 2 sept. 2026